



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES
COMMUNE DE LE TIGNET

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers :
en exercice : 23
présents : -
Votants : -

L'an deux mil vingt cinq
le sept avril

Le Conseil Municipal de la Commune DU TIGNET dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur
Claude SERRA Maire

Date de convocation du Conseil Municipal : le 24 mars 2025

Ouverture de la séance : **19h00**

PRESENTS :

ABSENTS SANS POUVOIR :

POUVOIRS :

Secrétaire de Séance : Brigitte LUCAS

DELIBERATION N° 2025.026 : IMPLANTATION D'UN COMPLEXE DE PRATIQUE DU PADEL

Monsieur le Maire rappelle l'épisode malencontreux de l'implantation en 2017 d'un padel sur le cours N° 6 du tennis club communal qui a aussitôt donné lieu à une action en justice intentée par un voisin contre la commune pour nuisances sonores.

Dès son élection, il s'est en conséquence saisi de cette affaire et a pu obtenir, à l'issue d'un processus de négociations, l'établissement d'un protocole d'accord homologué par le président du Tribunal Judiciaire de Grasse. Ce protocole a permis de réduire de 29 000,00 € à 13 000,00 € le montant de l'indemnité à verser par la commune.

La pratique du padel se développe toutefois rapidement parmi les nouvelles générations et de très nombreuses communes (Grasse, St Laurent du Var, Villeneuve-Loubet ...) se sont déjà dotées de tels équipements.

La municipalité, pour répondre à cette attente et au souhait du tennis-club, a étudié la faisabilité d'aménager un ou plusieurs terrains de pratique du padel, en recherchant une zone non urbanisée pour éviter l'écueil des nuisances sonores.

Il est très vite apparu que seul le secteur de l'Apié de Josson était susceptible de répondre à ces critères.

Cependant le classement de ce foncier en zone B1 au PPRIF impose de coûteuses contraintes, notamment en ce qui concerne la capacité des matériaux à résister un certain temps au feu, auxquelles il conviendrait d'ajouter divers aménagements : assainissement, adduction de l'eau, raccordement électrique, sanitaires, vestiaires ...

Le coût prévisionnel élevé de cette opération (de l'ordre de 400 / 500 000,00 €) a conduit à l'abandon de tout projet sous maîtrise communale, pour faire appel à des investisseurs privés.

Le recours à un juriste spécialisé a permis de retenir la procédure du bail à construction et de l'appel public à concurrence pour l'occupation du domaine public communal pour l'installation et l'exploitation d'un complexe de padel.

Afin de fixer le montant de la redevance d'occupation du domaine public et du loyer à bail à construction, France Domaine a été saisie. Cette administration des Finances Publiques a établi son estimation en date du 30 janvier 2025 au montant de 0 €.

Dans ces conditions, Monsieur le Maire propose de déterminer :

- Une première période de six mois correspondant à la réalisation du chantier durant laquelle aucune redevance ne serait perçue,
- Une seconde période de trois ans correspondant à la montée en puissance commerciale des équipements appelant une redevance mensuelle de 150,00 €,

Étant convenu qu'à l'issue de cette seconde période, le montant de la redevance pourrait être revu à la hausse en fonction de l'évolution du chiffre d'affaires.

Il propose au conseil municipal :

D'APPROUVER le principe de l'opération telle que présentée,

D'AUTORISER le maire à engager les procédures nécessaires,

DE SIGNER tous les documents afférents à cette opération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à ... votes « pour », ... vote « contre » et ... abstention :

Ainsi fait et délibéré les, jour mois et an que susdits.

LE MAIRE

Claude SERRA